

Impôt sur le revenu

● (1452)

C'est précisément ce qui s'est produit avec cette mesure visant à augmenter le droit d'emprunt du gouvernement. La plupart des députés s'y opposent et pourtant, elle a été introduite dans ce bill avec certaines autres dispositions longtemps repoussées que l'on promettait à l'industrie et au monde des affaires depuis le 31 mars dernier, ainsi que des réductions fiscales pour les personnes à faible revenu. Le gouvernement espère ainsi faire adopter d'un seul coup cet ensemble de mesures législatives.

Je n'ai pas besoin de signaler que de notre côté de la Chambre, nous sommes très déçus de ce que le gouvernement propose pour modifier l'impôt sur le revenu. Mes collègues ont fait remarquer de façon très éloquente au cours des derniers jours, les carences du gouvernement dans de nombreux domaines. Et pourtant, je me sens dans l'obligation de signaler encore d'autres secteurs où j'estime que le gouvernement a failli à son devoir envers les Canadiens. Ce qui m'afflige, c'est qu'il y a tant de choses qui pourraient être faites pour résoudre nos problèmes nationaux alors que bien peu l'ont été jusqu'à présent.

En réponse à des questions concernant notre économie, les porte-parole du gouvernement ont déclaré que le chômage est très élevé, ainsi que l'inflation, et qu'il existe bien d'autres problèmes encore. Ils ont aussi déclaré que le gouvernement n'est pas en mesure de faire grand-chose. On nous a également avertis qu'il est bien possible que les choses empirent encore avant que le bon temps revienne. En attendant, les membres du cabinet passent leur temps à reprocher à l'opposition de ne pas proposer de suggestions constructives sur la façon de régler ces problèmes. L'opposition officielle a pourtant émis un grand nombre de propositions importantes. Nous estimons qu'il y a de nombreux secteurs où certaines améliorations pourraient être apportées à notre économie, mais l'attitude choisie par le gouvernement est de continuer à l'aveuglette plutôt que d'accepter d'appliquer nos propositions.

Je voudrais maintenant parler d'une chose qui serait de nature à répondre aux besoins des Canadiens, augmenterait leur pouvoir d'achat, leur inspirerait confiance et favoriserait la consommation. Je veux parler du réseau de transports. Il y a eu deux ans en juillet dernier, nous avons étudié une mesure visant à hausser de 10 cents la taxe d'accise sur le gallon d'essence. Nous avons alors souligné que ce serait un nouveau fardeau imposé aux Canadiens à une époque de grande inflation.

Beaucoup de députés étaient d'avis que cette mesure ne nous ferait même pas économiser un seul gallon d'essence, mais que ce serait simplement un autre fardeau à supporter. Je suis heureux de voir que le député de Parry Sound-Muskoka (M. Darling) a justement rappelé l'existence de cette taxe, proposant en même temps de la réduire à trois cents le gallon. J'irais encore un peu plus loin et je suggérerais de l'éliminer complètement.

C'est une expérience plutôt pénible que d'arrêter devant une pompe d'essence à Ottawa et de voir que le prix d'un gallon d'essence ordinaire varie de 83 à 93 cents, sur lequel le gouvernement prélève à peu près 61 cents. Sur les 83 ou 93 cents, le concessionnaire perçoit en moyenne de huit à 10 cents le gallon. C'est ahurissant. Ce n'est pas le prix de l'essence qui est excessif, mais la décision des gouvernements d'imposer de

nouvelles taxes à ceux qui sont obligés de se servir de leur auto pour accomplir leur travail quotidien, pour se rendre à leur travail et en revenir.

La suggestion que je fais est très simple et contribuerait à ralentir l'inflation. Je demanderais au ministre d'en tenir compte quand il examinera les solutions qu'on lui a soumises. On nous dit qu'il faut nous tourner vers les transports express. Mais dans ce domaine d'action si important, le gouvernement n'agit pas. Il ne respecte même pas les promesses qu'il fait de temps à autre en matière de transports urbains et de réseaux express. Dans l'état actuel des choses il n'est pas avantageux d'emprunter les transports en commun. Ils sont chers, lents, inconfortables et malcommodes. La voiture privée reste le moyen de transport le moins cher, le plus sûr et le plus commode. Tant que le gouvernement ne fera rien pour mettre à notre disposition des transports plus avantageux, il faudra que les Canadiens puissent se servir de leur voiture sans avoir à payer des prix exorbitants.

J'espère que le président de la Commission canadienne des transport réussira à gagner son point contre le ministre des transports (M. Lang) et ceux qui ont intérêt à freiner le développement des affrètements aériens. Cela serait du plus heureux effet pour les transports canadiens, et le consommateur y gagnerait.

Il y a un autre problème qui se pose à l'échelle nationale, celui du logement. Dans son budget de novembre 1974, M. Turner, alors ministre des Finances, avait fait un pas dans la bonne direction en accordant aux consommateurs une exonération partielle de la taxe de vente sur les matériaux de construction. Mon parti savait que cela n'était pas suffisant. Le gouvernement a fait un pas, mais il s'en est tenu là. Donc ceux qui veulent se construire une maison paient toujours des prix exorbitants à cause de cette taxe.

Si le ministre supprimait complètement la taxe de vente fédérale, qui a un taux de 5 p. 100, le prix des maisons baisserait d'environ \$500. Quel effet cela pourrait avoir pour le marché immobilier. Sans compter que les Canadiens verraient du même coup augmenter leur revenu disponible. J'aimerais citer un passage d'un communiqué de presse publié récemment. Le voici:

Le critique en matière de consommation du parti progressiste conservateur, James McGrath, et le critique des finances, Sinclair Stevens, ont demandé aujourd'hui au gouvernement fédéral de diminuer au plus tôt la taxe fédérale de 12 p. 100 sur les biens de fabrication afin de diminuer le taux d'inflation et de créer des emplois.

Cette proposition a déjà été faite à maintes reprises. Mes collègues l'ont réitérée et j'aimerais me joindre à eux. Nombreux sûrement sont les députés qui ont déjà formulé une telle demande et qui continueront à le faire. Je partage l'avis du député de Parry Sound-Muskoka qui a exposé de façon si éloquente nos propositions, à savoir la déduction, aux fins de l'impôt sur le revenu des particuliers, des taxes foncières. Le gouvernement ne fait pas grand-chose et le ministre devrait réfléchir à cette proposition.

Il devrait également envisager d'autoriser la déduction aux fins de l'impôt sur le revenu de l'intérêt versé sur les hypothèques grevant les résidences, du moins dans une certaine limite. La proposition selon laquelle les subventions accordées pour l'isolation des maisons seront imposables est tout aussi ridicule. Voilà encore un cas où le gouvernement se vante bien fort de sa grande générosité en accordant des subventions aux Cana-